

Zoom sur ...

... les échanges commerciaux entre la France et les pays d'Afrique de l'Ouest en 2019 (source : Douanes françaises)❖ **Nette progression des échanges entre la France et la CEDEAO (+ Mauritanie) en 2019**

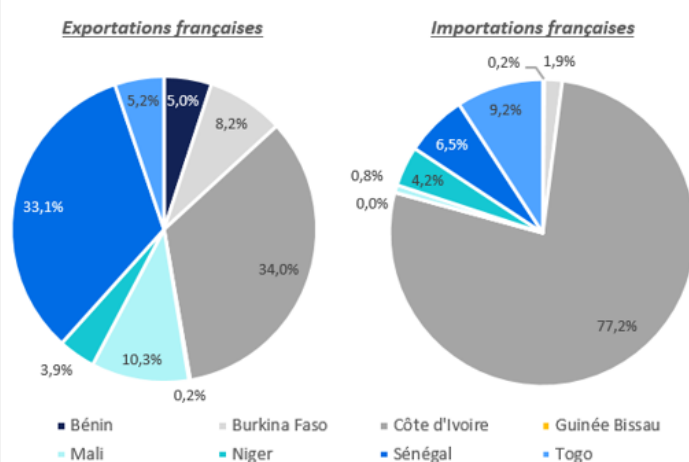
Les données des Douanes françaises révèlent une nette progression des échanges de la France avec les pays de la CEDEAO (+ Mauritanie) en 2019. En effet, les exportations françaises vers cette zone ont progressé de 2,9% en g.a., à 4,5 Mds EUR, tandis que les importations de la France en provenance de ces pays ont augmenté de 7,9%, à 5,8 Mds EUR. En conséquence, le déficit commercial s'est creusé de près de 0,3 Md EUR (+29,4%) pour s'établir à 1,3 Md EUR, plombé principalement par la croissance des importations d'hydrocarbures et autres produits extractifs (+10,3%), dont 88,8% étaient constituées par le pétrole et gaz en provenance du Nigéria. La zone CEDEAO (+ Mauritanie) a absorbé 43,2% des exportations de la France vers l'Afrique subsaharienne et a assuré 60,0% des importations de la France en provenance de cette partie de l'Afrique en 2019.

❖ **Maintien d'un excédent commercial avec l'UEMOA de l'ordre de 2 Mds EUR**

L'année 2019 est marquée par une progression des échanges entre la France et l'UEMOA (+4,2% en g.a. pour les exportations françaises et +26% en g.a. pour les importations françaises) et une balance commerciale toujours excédentaire pour la France (+2 Mds EUR), même si cet excédent s'est légèrement réduit (-5,7%). Les exportations de la France vers l'Union se chiffrent à 3,2 Mds EUR (72,4% des flux en valeur vers la CEDEAO) tandis que les importations du pays en provenance de l'Union

s'établissent à 1,2 Md EUR (21,1% des flux en valeur en provenance de la CEDEAO). Les principaux produits exportés par la France sont les produits pharmaceutiques (13,5%), les produits des industries agro-alimentaires (13,3%) et les produits agricoles (11,8%). Quant aux importations françaises en provenance de l'Union, elles se composent essentiellement de produits agricoles (41,6%) et de produits des industries agro-alimentaires (34,2%).

Part des pays partenaires dans les échanges commerciaux de la France avec la zone UEMOA en 2019

❖ **Côte d'Ivoire et Sénégal, premiers clients de la France en Afrique de l'Ouest**

En outre, dans la zone UEMOA, la Côte d'Ivoire demeure le premier client et le premier fournisseur de la France, avec une part de 34,0% pour les exportations et 77,2% pour les importations. Toutefois, on note une amélioration significative des exportations françaises vers le Sénégal (+30,6%) tandis que celles vers la Côte d'Ivoire ont quasiment stagné (+0,1%) en 2019.

En M EUR	Exportations françaises				Importations françaises				Solde (2019)	Rang (2019)	
	2019	Var. %	PART CEDEAO	PART UEMOA	2019	Var. %	PART CEDEAO	PART UEMOA		Parmi les clients	Parmi les fournisseurs
Bénin	162,8	-26,9	3,8%	5,0%	2,1	-12,1	0,0%	0,2%	160,6	102	185
Burkina Faso	264,3	-2,3	6,2%	8,2%	22,7	13,6	0,4%	1,9%	241,5	86	135
Cap-Vert	28,4	50,0	0,7%	0,9%	0,3	-2,8	0,0%	-	28,1	149	212
Côte d'Ivoire	1102,0	0,1	25,8%	34,0%	940,2	14,8	16,5%	77,2%	161,8	52	57
Gambie	17,6	123,7	0,4%	-	1,0	437,6	0,0%	-	16,6	166	197
Ghana	233,3	9,2	5,5%	-	431,3	-4,3	7,6%	-	-198,0	91	70
Guinée	148,4	-12,7	3,5%	-	46,7	-38,3	0,8%	-	101,7	107	118
Guinée Bissau	5,3	61,2	0,1%	0,2%	0,3	120,8	0,0%	0,0%	5,0	195	211
Libéria	5,4	-39,8	0,1%	-	82,4	65,8	1,5%	-	-77,0	194	104
Mali	334,3	-2,0	7,8%	10,3%	9,6	7,3	0,2%	0,8%	324,7	84	153
Mauritanie	200,1	12,6	-	-	91,2	114,7	-	-	108,8	96	100
Niger	127,2	17,3	3,0%	3,9%	51,3	881,1	0,9%	4,2%	75,9	113	116
Nigéria	587,1	-6,1	13,7%	-	3891,7	3,9	68,5%	-	-3304,6	65	31
Sénégal	1072,0	30,6	25,1%	33,1%	79,6	-12,6	1,4%	6,5%	992,3	53	105
Sierra Leone	14,0	-13,7	0,3%	-	11,1	-41,5	0,2%	-	2,9	170	150
Togo	168,7	-29,5	3,9%	5,2%	112,0	468,8	2,0%	9,2%	56,6	100	92
TOTAL CEDEAO	4270,7	2,5	100,0%	-	5682,5	7,0	100,0%	-	-1411,8	-	-
TOTAL UEMOA	3236,4	4,2	75,8%	100,0%	1218,0	26,0	21,4%	100,0%	2018,5	-	-

ACTUALITE REGIONALE

Retour sur le 33^{ème} sommet de l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba

La 33^{ème} Session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine s'est tenue les 9 et 10 février à Addis-Abeba (Ethiopie), au siège de l'Union africaine (UA). [Placées sous le thème « Faire taire les armes : créer des conditions propices au développement en Afrique »](#), les discussions ont porté principalement sur la paix et la sécurité en Afrique, l'intégration commerciale à travers la Zone de libre-échange continental africaine (ZLECAf) et les réformes institutionnelles de l'UA. Ce sommet a également vu l'accession du Président Sud-Africain Cyril Ramaphosa à la Présidence de l'Union africaine pour 2020. Pour le Président nouvellement élu, les priorités de l'organisation pour soutenir les progrès réalisés dans la trajectoire de croissance de l'Afrique devront porter, entre autres, sur la promotion d'une croissance économique inclusive et un développement durable, l'Inclusion économique et financière des femmes et la résolution des conflits.

Tenue de la session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO : point sur les sujets de la monnaie unique et de la fermeture des frontières du Nigéria

[La conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest \(CEDEAO\) s'est réunie en session extraordinaire le 9 février 2020 à Addis-Abeba, en marge du sommet de l'UA](#). La session a permis d'aborder, entre autres, la question de la monnaie unique et celle de la fermeture des frontières nigérianes avec le Bénin et le Niger. Concernant le 1^{er} point, le communiqué indique que la Conférence a été informée sur la réforme du Franc CFA et qu'elle a exprimé sa satisfaction sur ces importantes évolutions engagées par l'UEMOA ainsi que les éclairages apportés par le Président de la Conférence des Chefs d'Etats de l'UEMOA, le Président ivoirien Alassane Ouattara, sur cette question. Au titre de la fermeture des frontières nigérianes avec le Bénin et le Niger, la Conférence a marqué sa grande préoccupation, en raison de son impact sur le commerce régional, et a mandaté le Président Burkinabé Roch Marc Christian Kaboré pour présider les travaux devant conduire à la résolution de cette crise.

La question de la propriété intellectuelle au sein de la ZLECAf

Du 10 au 12 février 2020, [l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle \(OMPI\) et les deux organisations régionales de Propriété Intellectuelle africaines, l'OAPI et l'ARIPO, ont organisé une table ronde à Genève](#) sur l'importance de la propriété intellectuelle au sein de la zone de libre-échange économique africaine. Les échanges ont ainsi porté sur la contribution d'un système de propriété intellectuelle équilibré, de bon niveau et efficace dans la mise en œuvre des objectifs de la ZLECAf, notamment pour améliorer la compétitivité et l'accès aux marchés régionaux et mondiaux.

Organisation de la première Conférence du Programme conjoint de développement des marchés financiers (J-CAP 2020) de la Banque mondiale, à Abidjan

Du 10 au 11 février 2020, [s'est tenue à Abidjan \(Côte d'Ivoire\), la première Conférence du Programme conjoint de développement des marchés financiers \(J-CAP 2020\)](#). Les échanges ont porté entre autres sur le développement du marché financier dans l'UEMOA, le financement à long terme des économies de l'Union, l'intermédiation financière et l'attractivité de la place financière régionale de l'UEMOA. Le J-Cap est une nouvelle initiative du Groupe de la Banque Mondiale qui vise à renforcer l'engagement de l'institution en faveur du développement des marchés financiers locaux. Au sein de l'UEMOA, le J-CAP soutient des réformes qui visent, entre autres, à renforcer la protection des investisseurs, moderniser le cadre juridique et réglementaire des appels à l'épargne, et mettre en place de nouveaux instruments pour attirer de nouveaux émetteurs. [L'un des premiers succès de ce programme est la titrisation de créances réalisée récemment par NSIA Banque Côte d'Ivoire, pour un montant de 40 Mds FCFA \(61 M EUR\)](#), avec l'aide de la Société Financière Internationale (y compris un apport financier 17,5 Mds FCFA par prise ferme, soit 43,8% du montant total) afin d'accroître sa capacité de financement à l'endroit des PME. NSIA Banque est la première banque commerciale de la zone UEMOA à réaliser une opération de titrisation.

Mauritanie – Sénégal : signature d'un contrat d'achat/vente du gaz naturel liquéfié de la première phase d'exploitation de GTA

[Le Sénégal et la Mauritanie ont signé mardi à Dakar un contrat d'achat et de vente du gaz naturel liquéfié de la première phase d'exploitation du champ Grand Tortue Ahmeyim \(GTA\)](#). Le contrat a été signé par les directeurs des sociétés pétrolières de Mauritanie et du Sénégal, la société Kosmos Energy et British Petroleum. La signature a eu lieu en présence du ministre sénégalais du Pétrole et des Energies, Mouhamadou Makhtar Cissé et de son homologue mauritanien, Mohamed Ould Abdel Vetah. La première phase concernée par ce contrat correspond à une production de 2,5 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié par an, et 70 millions de pieds cubes par jour de gaz (environ 500 mégawatts). Ces quantités seront « équitablement » partagées entre les deux pays, qui affirment ainsi leur volonté commune d'obtenir le meilleur positionnement possible sur le marché international du gaz. Le début d'exploitation de GTA est prévu en 2022.

BENIN

Bouygues Bâtiment International (BBI) signe le contrat du CHU d'Abomey-Calavi

BBI a signé avec le ministère de la Santé béninois [le contrat pour la construction clé en main du centre hospitalier universitaire d'Abomey-Calavi](#) pour un montant total de 175 M EUR, financé en grande partie dans le cadre d'un crédit acheteur garanti par BPI France. Les travaux de construction de cet hôpital de référence qui s'étendra sur un site de 15 hectares, s'étaleront sur une période de 36 mois.

Sogea-Satom remporte le contrat de la seconde phase de l'aménagement de la route des pêches

Sogea-Satom vient se voir attribuer [le contrat pour la seconde phase d'aménagement de la route touristique des pêches](#). Cette opération porte sur 54 km de route avec plusieurs ouvrages de franchissement. Ce projet, inclus dans le programme d'actions du gouvernement – PAG – est une des constituantes du programme de développement du tourisme côtier.

BURKINA FASO

Plus de 12 500 entreprises créées en 2018 dont près 70% à Ouagadougou, d'après la CCI-BF

Selon [le rapport 2019 de la chambre de commerce et d'industrie sur l'état du secteur privé en 2018](#), le nombre de créations d'entreprise serait estimé à 12 511 en 2018 contre 12 609 en 2017 pour un total de 75 576 entreprises en activité. Ces nouvelles entités enregistrées à 68,8% dans la capitale Ouagadougou, sont réparties suivant 4 secteurs : commerce (51%), artisanat (4%), service (33%), industrie (12%), artisanat (4%). et 68,8% de ces créations ont été enregistrées dans la capitale Ouagadougou. La proportion d'entreprises créées par les femmes serait de 18,6%. L'investissement privé est ressorti à 943,5 Mds FCFA (1,44 Md EUR), en hausse de 9,9%, représentant 55,3% de l'investissement total.

Retour sur les chiffres de téléphonie mobile et d'internet en 2018

Selon [le rapport 2018 de l'autorité de régulation des communications électroniques et des postes \(ARCEP\)](#), les trois opérateurs de téléphonie mobile, ORANGE (avec une part de marché de 45%), ONATEL (39%) et TELECEL (16%) ont affiché un chiffre d'affaires global de 325 Mds FCFA (495 M EUR) pour un parc de 19,3 millions d'abonnements en 2018, représentant un taux de pénétration mobile de la population de 96%. Le nombre d'abonnements a progressé de 8% en g.a., contre une croissance de 17% l'année précédente. Les investissements dans le secteur sont estimés à plus de 57 Mds FCFA (86,9 M EUR) en 2018. S'agissant des services Internet, le pays compterait plus de 6 millions d'abonnés et 30 fournisseurs d'accès mais seulement 8 seraient actifs (Fasonet, Internet puissance plus, Ipsys, Unicom, Alink, Satplay, Speed Net). A titre comparatif, le parc de téléphonie fixe est de 76 760 abonnés.

Nomination d'un nouveau directeur général à la tête de la MOAD (aéroport Donsin)

Nommé en Conseil des ministres du 5 février 2020, le nouveau directeur général de la Maîtrise d'ouvrage de l'aéroport de Donsin (MOAD), Adama Belem, a été officiellement installé dans ses fonctions le 7 février 2020.

Pour rappel, la MOAD, [créée par décret présidentiel en 2009](#) et placée sous l'autorité directe du Premier ministre, est chargée de toutes les actions visant à la réalisation des projets composant le programme de construction de l'aéroport de Donsin et de ses voies d'accès.

CAP-VERT

Ratification de l'accord sur la facilitation des échanges

[Le gouvernement cap-verdien a annoncé avoir ratifié l'accord sur la facilitation des échanges](#), 12 ans après son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Sur les 164 membres de l'organisation, 149 ont déjà ratifié l'accord.

Icelandair prévoit des bénéfices pour la compagnie Cabo Verde Airlines en 2021 (CVA), sous condition d'obtention d'un financement de long terme

La compagnie aérienne capverdienne devrait [afficher des bénéfices l'an prochain, mais a besoin d'un financement à long terme, selon le groupe islandais qui détient 36% de la compagnie](#). Selon le rapport de février 2020 sur les états financiers 2019 du groupe Icelandair, des pertes sont prévues dans les deux premières années suivant l'acquisition de la compagnie capverdienne qui est à la recherche d'un financement de long terme. Le rapport souligne également que les résultats d'exploitation de la CVA au dernier trimestre de 2019 étaient inférieurs aux attentes. La CVA avait annoncé le 5 février qu'Erlendur Svavarsson succédait à Jens Bjarnason à la tête de la compagnie.

COTE D'IVOIRE

Croissance du secteur industriel ivoirien en 2019 de près de 10%

Selon le ministre du Commerce et de l'industrie, [le secteur industriel ivoirien a cru de 9,7% en 2019 contre 7,1% en 2018](#). La part de ce secteur d'activité dans le Produit intérieur brut (PIB) est passée de 25,2% en 2018 à 26% en 2019. Sa contribution à la croissance de l'économie ivoirienne est passée de 1,5 point en 2018 à 2,1 points en 2019. Il a souligné que le nombre d'emplois créés au titre des investissements industriels agréés est passé de 2 740 en 2018 à 3 844 en 2019. Selon le ministre, les priorités de son ministère sont le développement de la transformation des matières premières agricoles et de zones industrielles, notamment celle du PK24, au nord d'Abidjan.

6^{ème} édition de la Convention mondiale du cajou et 3^e édition JNCC

La 6^{ème} édition de la Convention mondiale du cajou placée sur le [thème : « Quel écosystème durable pour le secteur mondial du cajou ? » se tient à Abidjan du 12 au 14 février](#). Organisée conjointement avec la troisième édition des journées nationales du cajou (JNCC 2020), la convention réunit, outre les acteurs nationaux, des producteurs, des organisations de la filière anacarde et des opérateurs économiques en provenance d'autres Etats africains (Bénin, Burkina Faso, Ghana, Mali, Nigéria, Togo et Guinée Bissau) et asiatiques (Vietnam et Inde). Pour rappel, la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de cajou, avec plus de 700 000 tonnes produites en 2018, environ 40% de la production mondiale. Ces trois dernières années, le prix mondial de la noix de cajou a connu des fluctuations importantes, fragilisant les acteurs de la filière dans les pays producteurs.

Octroi de prêts pour le financement de l'entrepreneuriat des jeunes

Dans le cadre du [projet destiné à favoriser l'entrepreneuriat des jeunes dénommé « Agir pour les jeunes »](#), le ministre de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes a remis des chèques à plus de 2 000 porteurs de projet à Abobo, Marcory et Koumassi, sous forme de prêts remboursables sur une période de 12 mois. Ces prêts doivent servir à financer les projets d'activité génératrice de revenus des bénéficiaires. Mamadou Touré a indiqué que cette deuxième phase de l'opération « Agir pour les jeunes » cible 19 500 porteurs de projets sur toute l'étendue du territoire national. Cette initiative est dotée d'une enveloppe globale de 10 milliards de Fcfa.

Convention de partenariat ivoiro-marocaine dans le domaine de l'énergie solaire

L'Institut national polytechnique Houphouët-Boigny (Inp-hb) de Yamoussoukro a signé le 7 février, dans ses locaux, [une convention de partenariat avec l'institut marocain Green Energy Park MCI](#). Ce partenariat porte sur un projet de construction d'une plateforme-test de recherche et de formation en Côte d'Ivoire. D'une valeur de 3 M FCFA (4,6 M EUR), cette infrastructure vise à développer la formation d'étudiants de l'école à la technologie de production d'énergie solaire. L'achèvement des travaux est prévu dans 6 mois. Ce projet bénéficie de l'appui de l'Institut de Recherche en énergie solaire et énergies nouvelles (IRESEN) du Maroc. Pour rappel, dans le cadre des engagements de la COP 21, les autorités se sont engagées à porter la part des énergies renouvelables dans la production énergétique ivoirienne à 42% à l'horizon 2030, contre un peu plus de 10% à ce jour.

Ouverture de nouvelles lignes aériennes depuis Abidjan vers Accra et Luanda

[Deux nouvelles lignes directes devraient être opérées prochainement au départ d'Abidjan](#). La première annonce a été faite par l'Ambassadeur de l'Angola en Côte d'Ivoire et a indiqué qu'un vol direct reliant Abidjan et Luanda verrait le jour en avril 2020. La deuxième annonce concerne la liaison aérienne Abidjan-Accra, qui sera effectuée par le directeur des opérations de la compagnie ghanéenne AWA Africa World Airlines. La liaison sera opérationnelle à partir du 14 février 2020.

GAMBIE

Le FMI conclut un accord au niveau des services sur un programme avec la Gambie soutenu par une facilité élargie de crédit (FEC)

Une équipe du FMI s'est rendue à Banjul du 3 au 11 février pour faire le point sur la mise en œuvre du programme SMP et [convenir avec les autorités gambiennes des politiques qui sous-tendent leur demande d'un programme triennal qui pourrait être soutenu par une FEC d'un montant de 48 M USD](#). Le rapport d'évaluation et la demande seront soumis à l'examen du CA du FMI. Selon le Chef de mission, la croissance du PIB réel est estimée à 6% en 2019 malgré la baisse temporaire des arrivées de touristes suite à la faillite de Thomas Cook et une production agricole beaucoup plus faible en raison d'une pluviométrie erratique. Cette bonne performance serait à attribuer à la forte consommation, aux investissements du secteur privé soutenus par les entrées de devises étrangères, la grande disponibilité du crédit et la fiabilité améliorée de l'approvisionnement en électricité et en eau.

GUINEE

La Guinée suspend les importations par voie terrestre

Les services de douane viennent de le confirmer : [les importations de biens et marchandises par voie terrestre sont suspendues jusqu'à nouvel ordre](#). Les autorités évoquent notamment le « risque sécuritaire » et la « menace terroriste ». Jusqu'à nouvel ordre, les seuls points d'entrée de marchandises en Guinée sont le port et l'aéroport, les deux seuls à disposer de scanners. Ainsi, plus aucun camion n'est autorisé à traverser les frontières des six pays limitrophes pour entrer en Guinée. En revanche, dans l'autre sens en revanche, la mesure ne concerne pas les exportations. La mesure, critiquée notamment par Chérif Abdallah, président du Groupe organisé des hommes d'affaires (Goha), également membre du FNDC, s'accompagne d'un renforcement de la sécurité aux frontières, dorénavant fermées de 18h à 6h du matin.

Alpha Condé nomme le nouveau directeur général d'EDG

[Le Président de la République a nommé par décret, jeudi 6 février, le nouveau directeur général d'EDG](#). Il s'agit de M. Bangaly Matti, ingénieur en génie électrique et comptable professionnel agréé. Le poste était à pourvoir depuis fin septembre 2019, date de la fin du contrat de gestion EDG-VEOLIA et du départ concomitant du DG d'alors, M. Abdenbi Attou.

GUINEE BISSAU

L'ONU et la CEDEAO invitent à confirmer les résultats des élections présidentielles dans les plus brefs délais

La Guinée Bissau reste en attente de la publication des résultats définitifs du second tour de la présidentielle du 29 décembre 2019. En effet, après avoir procédé à la vérification des données consolidées, sur instruction de la Cour Suprême, suite à un recours introduit auprès de cette dernière, la Commission Nationale des Elections a confirmé les résultats communiqués le 17 janvier 2020. Ainsi, lors de sa Session extraordinaire tenue le 9 février 2020, [la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO a invité la Cour Suprême à finaliser ses travaux d'ici le 15 février](#) afin de permettre la normalisation politique et institutionnelle dans le pays. Dans la même veine, le 12 février 2020, [le Conseil de Sécurité des Nations Unies a déclaré qu'il attend également la confirmation des résultats par les organes compétents de Guinée Bissau](#) et engage toutes les parties prenantes nationales à assurer « la mise en œuvre pacifique » des résultats de l'élection. Selon les résultats communiqués par la CNE en janvier, l'opposant Umaro Cissoco Emballo l'emporterait avec 53,55 % des voix contre 46,45 % pour Domingos Simoes Pereira, le candidat du parti historique au pouvoir.

LIBERIA

Contraction du PIB de 1,4% en 2019, d'après la Banque centrale du Libéria

Selon un récent rapport de la Banque centrale du Libéria, [les difficultés de l'économie libérienne ont entraîné une contraction du PIB réel en 2019, à -1,4%, contre une croissance de 1,2% enregistrée en 2018](#). L'économie a pâti en effet des mauvaises performances des secteurs secondaire et tertiaire, en particulier des activités de fabrication de boisson, du BTP, des services de l'administration publique, du commerce et de l'hôtellerie. En revanche, le secteur primaire s'est globalement bien porté, grâce principalement aux activités minières (+13,2%). L'inflation moyenne pour 2019 est estimée à 27,3%, contre 23,4% en 2018. Ce haut niveau d'inflation est dû principalement à la dépréciation du dollar libérien (-25,9% vis-à-vis du dollar US). Les perspectives pour 2020 sont positives, avec une croissance économique attendue à 1,4%. Cette performance devrait être soutenue par les activités minières, l'agriculture et la pêche tandis que les contractions dans les sous-secteurs de la foresterie, de la fabrication de boissons et des services devraient se modérer.

Suspension des droits de douanes sur les importations de riz

Le Président George Weah a suspendu avec effet immédiat les droits de douane sur le riz, un aliment de base au Libéria. L'action du président, [qui figure dans le décret exécutif n°98 du 4 février 2020](#), manifeste l'engagement de son Gouvernement à réduire les prix des produits essentiels, y compris le riz, afin de les rendre disponibles et abordables sur le marché local. Cette ordonnance a été rendue nécessaire par un examen des causes de l'augmentation du prix de divers produits stratégiques, dont le riz, et constitue l'une des nombreuses mesures destinées à améliorer la situation. Selon Trademap, en 2018, le pays aurait importé du riz pour un montant de 133 M USD (quasi stables par rapport à 2017), en provenance à près de 90% d'Inde ; il s'agirait d'un des premiers postes d'achats du pays, derrière les produits pétroliers.

MALI

Mission conjointe à Bamako d'une délégation du MEDEF International et de Business France

La mission conjointe MEDEF International/Business France s'est déroulée du 10 au 12 février à Bamako. [Il s'agit de la 4^{ème} rencontre consécutive d'investisseurs français avec les autorités et opérateurs économiques maliens](#), en moins de deux ans, après celles de juin 2018, février et septembre 2019. Cette mission, qui répondait à une demande des autorités maliennes, a réuni 30 chefs d'entreprises françaises couvrant l'ensemble des secteurs clés de l'économie : numérique, énergie, eau, infrastructures... Conduite par MM. Mettling (MEDEFi) et Petit (Business France), la délégation a été reçue en audiences par le Premier ministre, Chef du Gouvernement, le ministre de l'Economie et des finances (D. Cissé) et d'autres membres du gouvernement : ministre de l'Energie et de l'au (M. Wague), ministre des Infrastructures et de l'équipement

(Mme Diop), ministre de la Promotion de l'investissement privé, des PME et de l'entrepreneuriat national (Mme Boly), ministre de l'Economie numérique et de la prospective (Mme Camara), ministre de l'Emploi et de la formation professionnelle (Me Sidibé). Parallèlement, les membres ont pu consolider leurs liens avec les opérateurs économiques maliens au travers d'échanges organisés par le Conseil National du Patronat du Mali (CNPM) et par le Conseil des Investisseurs européens au Mali (CIEM).

Ratification d'un financement de 18 M EUR pour l'électrification rurale de la Banque mondiale

[Le Conseil des Ministres du 12 février](#) a adopté les textes de ratification de l'accord de financement signé à Bamako le 20 septembre 2019 entre le Mali et [l'Association internationale de Développement](#), branche de la Banque mondiale dédiée aux pays les plus pauvres. Cet accord concerne un prêt additionnel de 11,8 Mds FCFA soit 18 M EUR, au titre du Projet de Systèmes hybrides d'Electrification rurale visant à l'amélioration de l'accès des populations des zones rurales aux services de l'électricité et à l'accroissement de la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique du pays.

Octroi d'un prêt de 26 M EUR en faveur des logements sociaux par le Fonds d'Abu Dhabi pour le Développement

[Le Conseil des Ministres du 12 février](#) a également adopté les textes relatifs à la ratification de l'Accord de prêt signé à Abu Dhabi le 30 juin 2019 entre le Mali et le Fonds d'Abu Dhabi pour le Développement (ADFD). Le Mali bénéficie ainsi d'un prêt de 17 Mds XOF soit 26 M EUR, en faveur du secteur des logements sociaux. Sa mise en œuvre devrait contribuer à l'assainissement des centres urbains et accroître l'accès d'un plus grand nombre de Maliens à un logement décent. Les régions ciblées sont celles de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal, Ménaka, Taoudéni et le District de Bamako.

MAURITANIE

Création d'un Conseil supérieur de l'investissement

La présidence mauritanienne a annoncé, dans un communiqué le 7 février 2020, [la création d'un Conseil supérieur de l'investissement](#). Ce conseil, dont la composition n'a pas encore été détaillée, a pour but de « contribuer à la mise en place d'une économie compétitive, diversifiée, ouverte au secteur privé et créatrice d'emplois et de valeur ajoutée ». La nouvelle structure est également chargée de favoriser les progrès en matière de climat des affaires. Pour rappel, d'après le dernier classement Doing business de la Banque mondiale pour la facilité des affaires, la Mauritanie a reculé de 4 rangs et se classe au 152^{ème} sur 190 pays. Le Conseil supérieur de l'investissement devrait servir de cadre de concertations entre les secteurs publics/privés, contribuer à la promotion des opportunités d'investissement et au suivi de la mise en œuvre de toutes les réformes législatives, réglementaires, administratives ou institutionnelle.

NIGER

3 M EUR de la BOAD pour la construction d'un pont et d'une route à Maradi

Une route et un pont vont être construits à Tibiri Gobir sur le fleuve Goulbi à Maradi ; des travaux de bitumage de deux kilomètres de route ainsi que l'édification d'un pont de 300 mètres de long. Ces deux opérations sont financées par la BOAD (Banque ouest africaine de développement) à hauteur d'un peu plus de 2 Mds FCFA (3 M EUR) et exécutées par l'entreprise chinoise CGCOC groupe. Ce dernier ouvrage permettra aux populations de cette localité de rallier Madarounfa par route.

Trois permis miniers accordés à la société turque MTAIC à Téra

[La société MTAIC vient d'obtenir trois permis pour la recherche de l'or et des substances connexes dans la région de Tillabéri au Niger](#). Il s'agit des permis « Dar Es Salam 2 », « Koulbagal 1 », et « Koulbagal 2 » dans le département de Téra, région de Tillabéri. Les conventions minières signées entre cette entreprise et le Niger pour matérialiser cet octroi, font suite au mémorandum d'entente entre le Niger et la Turquie dans le domaine minier qui aurait été signé en juillet 2013 à Niamey.

SENEGAL

L'économie sénégalaise devrait croître de 6,8% en 2020, d'après la BCEAO

Dans le cadre d'une rencontre avec les directeurs généraux des établissements financiers, le 12 février, le Directeur national de la BCEAO indique que le taux de croissance du Sénégal devrait se situer à 6,8% en 2020 contre 6% en 2019. Il lie cette croissance au dynamisme du secteur tertiaire et aux investissements du gouvernement. Le déficit budgétaire devrait ressortir aux alentours de 3% et le déficit courant devrait s'améliorer même s'il reste négatif (8,4% en 2019 et 9,4% en 2018). Il l'explique par l'importance des investissements en cours dans le pays, avec l'importation des biens d'équipements, des produits alimentaires et la facture pétrolière. Le ratio de la dette sur le PIB atteindrait 53,5% contre 53,7% fin 2019. Les crédits à l'économie au secteur privé seraient en hausse, atteignant 10,1% en 2020 (contre 8,1% en 2019 et 5,9% en 2018). Le financement de l'économie rapporté au PIB avoisinerait les 33%, ce qui en ferait l'un des plus élevés d'Afrique.

Emission d'obligations assimilables du trésor, l'Etat du Sénégal lève près de 77 M EUR sur le marché

Dans le cadre de l'exécution du programme d'émissions de titres publics de l'Etat du Sénégal, la Direction générale de la Comptabilité publique et du Trésor (DGCPT), en collaboration avec l'Agence UMOA-Titres et la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), a organisé [une émission simultanée d'obligations assimilables du Trésor pour un montant de 55 Mds FCFA \(76,2 M EUR\) dont 24,35 FCFA Mds d'OAT à 3 ans et 30,68 Mds FCFA d'OAT à 5 ans](#). Le taux de couverture a atteint 256,2% avec des offres de souscription qui sont ressorties à 128,11 Mds FCFA (171 M EUR).

SIERRA LEONE

Intérêt manifeste de la BAfD à contribuer à l'amélioration du secteur agricole sierra-léonais

Le 9 février 2020, en marge du sommet de l'UA à Addis-Abeba, le Président Julius Maada Bio s'est entretenu avec le Président de la Banque africaine de développement (BAfD), Dr Akinwumi Adesina, sur les moyens d'améliorer l'agriculture en Sierra Leone, d'intensifier la nutrition et de vaincre le retard de croissance chez les enfants. [Le président de la BAfD, qui a manifesté son intérêt pour une visite en Sierra Leone le mois prochain](#), a également déclaré que son institution pourrait aider le Gouvernement sierra-léonais à la facilitation des prêts aux agriculteurs et à l'introduction de nouvelles variétés de riz. D'après la Banque mondiale, en 2018, [l'agriculture représente 58,9% du PIB du pays](#).

Vers un apurement des arriérés de salaires de janvier dus à certains fonctionnaires ?

Le ministère des Finances a éprouvé des difficultés financières pour le paiement des salaires de fonctionnaires publics, notamment ceux de certaines institutions gouvernementales et de structures sous-tutelle publique. Selon un communiqué du Ministère, le paiement définitif des salaires de janvier a été effectué le 13 février. [Parmi les raisons évoquées dans le communiqué](#), le gouvernement indique qu'en janvier, il a dû faire face à certaines dépenses critiques pro-pauvres (santé, éducation, sécurité...), à des difficultés techniques liées au logiciel de gestion de la paie, ainsi qu'à des engagements en termes de remboursement du service de la dette (25% à 30% des recettes intérieures).

Rencontre du Président sierra-léonais avec GEMS Education

[Le Président Julius Maada Bio a rencontré une délégation de GEMS Education \(Global Education Management System\) afin d'échanger sur l'amélioration de l'éducation dans le pays](#). La délégation a ainsi exprimé son intention de mener une mission d'enquête et d'évaluation du secteur de l'éducation en Sierra Leone et l'une de ses priorités sera d'identifier les meilleures stratégies de mobilisation de ressources pour le financement des projets qu'ils examineront. GEMS Education est une société mondiale de conseil et de gestion de l'éducation, basée aux Emirats Arabes Unis, qui travaille à l'international avec des clients des secteurs public et privé sur des initiatives d'amélioration des écoles. Selon la Banque mondiale, à titre indicatif, [le taux](#)

[d'alphabétisation des jeunes \(âgées de 15 à 24 ans\) en Sierra Leone n'est que de 67% en 2018](#), en deçà de la moyenne des PMA qui s'établit à 78%.

TOGO

Trois nouveaux agréments pour l'installation de kits solaires

[L'agence togolaise d'électrification rurale et des énergies renouvelables vient d'accorder trois agréments supplémentaires pour la diffusion de kits solaires dans le cadre du programme CIZO](#) soutenu par le gouvernement avec un objectif d'atteindre 300 000 foyers équipés dans les zones non reliées au réseau national ou à des réseaux locaux. Fenix (groupe Engie), Moon et Solergie (associé à Total Togo), rejoignent ainsi les deux premiers distributeurs agréés dans le cadre du programme CIZO, à savoir BBoXX (groupe EDF) et Soleva.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Indicateurs Pays	BEN	BFA	CIV	RCI	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
Population (M hab.) 2018	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	4,5	18,5	4,5	19,3	16,3	7,6	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie																
PIB (Mds USD) 2018	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	3,2	17,2	5,2	9,2	24	3,9	5,4	140,3	1 642,7
PIB / Hab (USD) 2018	915	729	3 563	1 680	745	883	840	728	927	1 143	477	1 474	515,9	670	1 060	1 658
Croissance PIB réel (%) 2018	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	1,2	4,9	3	5,2	6,2	3,7	4,7	6,3	3
Inflation (%) 2018	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	23,4	1,7	3	3	0,5	16,9	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques																
Déficit public (%PIB) 2018	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,8	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,8	-3,1	-3,8	-3,7
Dette publique (%PIB) 2018	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	40,5	36,6	83,9	55,1	64,4	71,3	74,6	52,5	48,5
Pression fiscale (%PIB) 2017	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4		14,8	20,0	14,9	18,7		17,4	16,2	-
Risque Pays ¹	B	C	B	B	-	C	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
Echanges																
Balance commerciale 2018 (%PIB)	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8		-4,3	-9,4	-12,0	-12,8		-19,6	-	-
Exportations françaises vers ² (MUSD)	207	283	30	1 334	9	194	5	9	374	205	170	856	16,2	344	3 573	11 015
Importations françaises depuis (MUSD)	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	49,7	11	43	270	99	19,1	18	1380	8 069
Balance courante (%PIB) 2018	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-23,3	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-13,8	-7,9	-6,8	-2,6
Réserves de change (mois d'import) 2018	-	-	5	-	4	3	-	2,6	-	5		-	3,4	-	5	5
Aspects qualitatifs																
IDH (2018) ³	163	183	125	170	174	175	177	181	182	159	189	164	184	165	-	-
Doing Business (2019) ⁴	153	151	131	122	149	152	175	175	145	148	143	141	163	137	-	-
Environnement des affaires ⁵	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 188 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque